

## Lettre ouverte du collectif à M. Le Préfet

Monsieur le Préfet,

En tant que représentant de l'État dans le département nous savons que vous avez la responsabilité du fonctionnement minimum du service public et d'informer le gouvernement des conditions de la vie politique locale. Nous comprenons donc le souhait d'être informé des intentions de notre collectif, qui nous a été exprimé par deux agents des renseignements généraux.

### **Travailler plus pour gagner plus**

Nous répondons par la présente à votre invitation et vous informons que des personnels précaires (vacataires, contractuels) ont adressé au président de l'université des revendications élémentaires que vous trouverez résumées dans la plate-forme ci-jointe. Elles se résument en une phrase : la valeur-travail est bafouée dans notre établissement, car la valeur des travailleurs qui en sont la source n'est pas reconnue financièrement et statutairement. Certains contractuels aimeraient pouvoir travailler plus pour gagner plus. Le président de l'université prétend que la loi ne lui donne pas la possibilité de satisfaire leur demande.

Une de nos tâches à l'université d'Evry, où nous avons la chance d'accueillir une population d'étudiants venant de divers pays et milieux sociaux est de nous efforcer d'être un modèle social, intellectuel. Nous continuerons donc à nous adresser le plus largement possible à nos collègues, à nos étudiants. Comment continuer à donner le goût de la réussite par le travail lorsque devant leurs yeux des travailleurs dont ils connaissent le dévouement et les compétences sont traités comme une main d'oeuvre corvéable à merci et jetable ? En ce qui concerne l'ordre public, les forces vives de notre université, l'an dernier, ont démontré dans le cadre du mouvement contre la loi sur l'égalité des chances que l'occupation de l'université, les assemblées générales n'ont abouti à aucune dégradation des locaux ni perturbation des examens, grâce, reconnaissons-le, à l'appui de M. Messina. C'est dans cet esprit que nous continuerons notre action.

### **Sécurité**

Par contre, en ce qui concerne l'ordre public, nous tenons à signaler que des problèmes de sécurité se posent dès aujourd'hui à l'université, suite au manque de personnel au service logistique. Bâtiments laissés sans surveillance, agression d'un agent se retrouvant seul dans son bâtiment, non respect de la sécurité incendie. Devrons nous attendre qu'un incident très grave se produise pour que les autorités prennent les décisions qui s'imposent ? Seule l'embauche de 8 personnels au service logistique permettrait d'assurer le service minimum au niveau de la sécurité. Le président de l'université se refusant au dialogue, nous espérons pouvoir compter sur votre aide pour résoudre ces problèmes.

Salutations respectueuses,

Le Collectif contre la précarité à l'université d'Évry, le 7 juin 2007.